

**No. 57665\***

---

**Romania  
and  
Turkey**

**Convention between Romania and the Republic of Turkey on the transfer of sentenced persons. Ankara, 28 May 1991**

**Entry into force:** *2 July 1995, in accordance with article 22(2)*

**Authentic texts:** *French, Romanian and Turkish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Romania, 1 February 2023*

*\*No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

---

**Roumanie  
et  
Turquie**

**Convention entre la Roumanie et la République de Turquie sur le transfèrement des personnes condamnées. Ankara, 28 mai 1991**

**Entrée en vigueur :** *2 juillet 1995, conformément au paragraphe 2 de l'article 22*

**Textes authentiques :** *français, roumain et turc*

**Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies :** *Roumanie,  
1<sup>er</sup> février 2023*

*\*Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS ]

C O N V E N T I O N

entre

LA ROUMANIE

et

LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE

SUR LE TRANSFEREMENT DES PERSONNES CONDAMNEES

La Roumanie et La République de Turquie désireuses d'approfondir leur coopération en matière pénale et de permettre aux condamnés de purger leur peine privative de liberté dans le pays dont ils sont les nationaux, afin de faciliter leur réinsertion sociale, sont convenues des dispositions suivantes:

CHAPITRE I

PRINCIPES GENERAUX

Article 1

Au sens de la présente Convention:

a) l'expression "Etat de condamnation" désigne l'Etat où

le délinquant a été condamné et d'où il est transféré;

b) l'expression "Etat d'exécution" désigne l'Etat vers lequel le condamné est transféré afin de purger sa peine;

c) le terme "condamné" désigne toute personne qui, ayant fait l'objet sur le territoire de l'un ou l'autre Etat d'une décision judiciaire de culpabilité, est astreinte à purger une peine privative de liberté et se trouve en détention.

## Article 2

Les deux Etats contractants s'engagent à s'accorder mutuellement, dans les conditions prévues par la présente Convention, le transfèrement des personnes condamnées.

## Article 3

La demande de transfèrement peut être présentée:

a) soit par l'Etat de condamnation;

b) soit par l'Etat d'exécution;

c) soit par le condamné lui-même qui présente, à cet effet, une demande à l'un des deux Etats.

## Article 4

La présente Convention s'applique dans les conditions suivantes:

a) l'infraction qui motive la demande doit être réprimée

par la législation de chacun des deux Etats;

b) la décision judiciaire visée à l'article 1 paragraphe c) doit être irrévocable et exécutoire;

c) le condamné doit avoir la nationalité de l'Etat vers lequel il sera transféré;

d) le condamné doit y être consentant;

e) le condamné doit avoir encore, au moment de la demande de transfèrement, au moins un an de peine privative de liberté à purger. Dans des cas exceptionnels, les deux Etats peuvent convenir d'un transfèrement lorsque la durée de la peine restant à purger est inférieure à celle prévue ci-dessus.

#### Article 5

L'Etat de condamnation informe l'autre Etat de toute condamnation rendue contre un national de cet Etat qui pourrait donner lieu au transfèrement, en application de la présente Convention.

Les autorités compétentes de l'Etat de condamnation informent tout national de l'autre Etat, qui fait l'objet d'une condamnation irrévocable, de la possibilité qui lui est offerte d'obtenir, dans les conditions de la présente Convention, son transfèrement pour purger sa peine dans le pays dont il a la nationalité.

Le condamné doit être informé par écrit de toute décision prise par l'un des deux Etats au sujet d'une demande de transfèrement.

#### Article 6

Le transfèrement du condamné est refusé:

a) si le transfèrement est considéré par l'un des deux Etats comme étant de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public, aux principes fondamentaux de son ordre juridique ou à d'autres de ses intérêts essentiels;

b) si les autorités compétentes dans l'Etat d'exécution ont prononcé contre le condamné en question, pour les mêmes faits, une décision judiciaire définitive;

c) si dans l'Etat d'exécution la décision prononcée contre le condamné ne peut être mise en exécution lorsqu'elle fait l'objet de la prescription ou d'une autre cause qui, conformément aux dispositions légales de cet Etat, empêchent la mise en exécution de la condamnation en question;

d) si la condamnation a été prononcée pour une infraction purement militaire.

#### Article 7

Le transfèrement du condamné peut être refusé:

a) si les autorités compétentes de l'Etat d'exécution ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour les mêmes faits;

b) si les faits qui ont motivé la condamnation font l'objet de poursuites dans l'Etat d'exécution;

c) si le condamné ne s'est pas acquitté des dommages et intérêts mis à sa charge. Toutefois, les sommes dues à titre de dommages et intérêts, d'amendes, de frais de justice et de condamnations pécuniaires de toute nature peuvent être exécutées dans l'Etat d'exécution en conformité à sa législation;

d) si le condamné possède aussi la nationalité de l'Etat de condamnation. La qualité de national s'apprécie à la date de la condamnation.

#### Article 8

1. Le condamné doit donner son consentement au transfèrement par sa libre volonté et en pleine connaissance des conséquences juridiques qui en découlent. Lorsque, en raison de l'âge ou de l'état physique ou mental du condamné, l'un des deux Etats l'estime nécessaire, le consentement est donné par son représentant. La procédure à suivre à ce sujet est régie par le droit de l'Etat de condamnation.

2. L'Etat de condamnation doit donner à l'Etat d'exécution, sur sa demande, la possibilité de vérifier, par l'intermédiaire d'un fonctionnaire consulaire, que le consentement au transfèrement a été donné dans les conditions prévues au paragraphe précédent.

#### Article 9

1. La peine prononcée dans l'Etat de condamnation est directement exécutoire dans l'Etat d'exécution pour la partie qui reste à purger dans l'Etat de condamnation.

Toutefois, les autorités compétentes de l'Etat d'exécution décident, par un arrêt judiciaire, sur les modalités de la mise en exécution de la décision prononcée dans l'Etat de condamnation.

2. Lorsque la peine infligée par l'Etat de condamnation est, par sa nature ou sa durée, plus rigoureuse que celle qui est prévue par

la loi de l'Etat d'exécution pour les mêmes faits, ce dernier Etat lui substitue la peine privative de liberté qui correspond le plus dans sa législation ou réduit la peine prononcée au maximum légalement applicable.

3. La peine substituée ne peut aggraver par sa nature ou sa durée la peine privative de liberté prononcée par l'Etat de condamnation ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat d'exécution.

#### Article 10

L'Etat d'exécution informe l'Etat de condamnation, s'il le demande, des suites de l'exécution de la condamnation.

#### Article 11

Les modalités d'exécution de la peine sont régies par la loi de l'Etat d'exécution qui est seul compétent pour prendre toutes les décisions s'y rapportant.

#### Article 12

L'Etat de condamnation seul a le droit de statuer sur tout recours en révision introduit contre la condamnation.

#### Article 13

1. Les condamnés transférés bénéficient de l'amnistie et de la grâce intervenues dans l'un des deux Etats.

2. L'Etat de condamnation informe sans délai l'Etat

d'exécution de tout décision ou mesure qui met fin en tout ou en partie à l'exécution de la peine.

3. Les autorités compétentes de l'Etat d'exécution mettent fin à l'exécution de la peine dès qu'elles sont informées de toute décision ou mesure qui a pour effet d'enlever à la peine son caractère exécutoire.

#### Article 14

Aucun condamné transféré en application de la présente Convention ne peut être à nouveau poursuivi, arrêté ou détenu dans l'Etat d'exécution pour l'infraction ayant entraîné la peine prononcée par l'Etat de condamnation, qui a donné lieu au transfèrement.

#### Article 15

La présente Convention sera applicable à l'exécution des condamnations prononcées soit avant soit après son entrée en vigueur.

### CHAPITRE II

#### PROCEDURE

#### Article 16

Toute demande de transfèrement est formulée par écrit. Elle indique l'identité du condamné, son lieu de détention dans l'Etat de condamnation et son lieu de résidence dans l'Etat d'exécution. Elle est accompagnée d'une déclaration constatant le consentement du



condamné ou de son représentant au transfèrement.

#### Article 17

L'Etat de condamnation adresse à l'Etat d'exécution une copie conforme à la décision de condamnation. Il certifie le caractère exécutoire de la décision et précise, dans toute la mesure du possible, les circonstances de l'infraction, le temps et le lieu où elle a été comise ainsi que sa qualification et les dispositions légales appliquées. Il fournit tous renseignements nécessaires sur la durée de la peine restant à purger, sur la durée de la détention provisoire déjà purgée et sur les réductions de peine déjà accordées ainsi que sur la personnalité du condamné et sa conduite dans l'Etat de condamnation avant et après le prononcé de la décision de condamnation.

L'Etat d'exécution fait connaître à l'Etat de condamnation, avant l'acceptation de la demande de transfèrement, la peine maximale prévue par sa législation pour les mêmes faits.

Si l'un des deux Etats estime que les renseignements fournis par l'autre Etat sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer la présente Convention, il demande le complément d'information nécessaire.

#### Article 18

Les demandes de transfèrement sont transmises directement entre les Ministères de la Justice.

#### Article 19

Les pièces et documents transmis en application de la présente

Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation; ils sont revêtus de la signature et du sceau de l'autorité compétente.

Ces documents seront accompagnés d'une traduction soit dans la langue de l'Etat d'exécution soit dans les langues française ou anglaise.

#### Article 20

Lorsque la proposition de transfèrement est approuvée, les Ministères de la Justice des deux Etats sont tenus de convenir sans délai sur le lieu, la date et les modalités de transfèrement du condamné.

#### Article 21

Les frais de transfèrement sont à la charge de l'Etat d'exécution, à l'exception toutefois des frais engagés exclusivement sur le territoire de l'autre Etat.

L'Etat qui assume les frais de transfèrement fournit l'escorte.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 22

1. Chacun des deux Etats notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en

vigueur de la présente Convention. Les notifications constatant l'accomplissement de ces procédures seront échangées aussitôt que faire se pourra.

2. La présente Convention entrera en vigueur 30 (trente) jours après l'échange des instruments de ratification.

3. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, chacun des deux Etats pourra la dénoncer à n'importe quel moment en adressant à l'autre, par la voie diplomatique, un avis écrit de dénonciation; dans ce cas, la dénonciation prendra effet un an après la date de réception dudit avis.

En foi de quoi, les représentants des deux Etats, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Faite à Ankara, le 28 Mai 1991, en double exemplaires originaux, en langue roumaine, turque et française, les trois textes faisant également foi. Les différences d'interprétation seront résolues sur la base du texte français.

P O U R

LA R O U M A N I E



P O U R

LA REPUBLIQUE DE TURQUIE



[ TEXT IN ROMANIAN – TEXTE EN ROUMAIN ]

## C O N V E N T I E

între

R O M A N I A

și

R E P U B L I C A T U R C I A

privind transferul persoanelor condamnate

România și Republica Turcia, în dorința de a adânci cooperarea în materie penală și de a permite condamnaților să execute pedepsele privative de libertate în țara ai căror cetățeni sînt, în vederea reintegrării lor sociale, au convenit următoarele:

### CAPITOLUL I

#### PRINCIPII GENERALE

##### Articolul 1

În înțelesul prezentei Convenții:

a) expresia "Statul de condamnare" înseamnă Statul în care

a fost condamnat infractorul și de unde urmează să fie transferat;

b) expresia "Statul de executare" înseamnă Statul în care urmează să fie transferat condamnatul în vederea executării pedepsei;

c) termenul de "condamnat" înseamnă orice persoană care, făcând obiectul unei hotărâri judecătorești de condamnare pe teritoriul unuia sau celuilalt Stat, este obligată să execute o pedeapsă privativă de libertate și se află în stare de detenție.

## Articolul 2

Cele două State contractante se angajează să-și acorde reciproc, în condițiile prevăzute de prezenta Convenție, transferarea persoanelor condamnate.

## Articolul 3

Cererea de transferare poate fi făcută:

a) fie de către Statul de condamnare;

b) fie de către Statul de executare;

c) fie personal de către condamnat care prezintă, în acest scop, o cerere unuia dintre cele două State.

## Articolul 4

Prezenta Convenție se aplică în următoarele condiții:

a) infracțiunea care face obiectul cererii trebuie să fie incriminată de legislația ambelor State;

b) hotărârea judecătorească prevăzută la articolul 1

paragraful "c" trebuie să fie definitivă și executorie;

c) condamnatul trebuie să aibă cetățenia Statului în care urmează să fie transferat;

d) condamnatul trebuie să-și dea consimțământul la transferare;

e) în momentul cererii de transferare, condamnatul trebuie să mai aibă de executat cel puțin un an de pedeapsă privativă de libertate. În mod excepțional, cele două State pot conveni asupra transferării și în cazul în care durata pedepsei care a rămas de executat este mai mică decât cea sus-menționată.

#### Articolul 5

Statul de condamnare aduce la cunoștința celui alt Stat orice condamnare pronunțată împotriva unui cetățean al acestui de pe urmă Stat care ar putea duce la transferare, potrivit prevederilor prezentei Convenții.

Autoritățile competente din Statul de condamnare aduc la cunoștința oricărui cetățean al celui alt Stat, împotriva căruia s-a dat o hotărâre definitivă de condamnare, faptul că are posibilitatea, în condițiile prezentei Convenții, să ceară transferarea sa în vederea executării pedepsei în țara al cărui cetățean este.

Condamnatul trebuie încunoștințat în scris despre orice hotărâre luată de vreunul dintre cele două State în legătură cu o cerere de transferare.

#### Articolul 6

Transferarea condamnatului este respinsă:

a) dacă unul dintre cele două State consideră că transferarea ar putea aduce atingere suveranității, securității, ordinii sale publice, principiilor fundamentale ale ordinii de drept sau altor interese fundamentale ale sale;

b) dacă autoritățile competente din Statul de executare au pronunțat împotriva condamnatului respectiv, pentru aceleași fapte, o hotărîre judecătorească definitivă;

c) dacă hotărîrea pronunțată împotriva condamnatului nu poate fi pusă în executare în Statul de executare, întrucît face obiectul prescripției sau al altei cauze care, în conformitate cu dispozițiile legale din acel Stat, împiedică punerea în executare a condamnării respective;

d) dacă condamnarea a fost pronunțată în cazul unei infracțiuni de natură strict militară.

## Articolul 7

Transferarea condamnatului poate fi respinsă:

a) dacă autoritățile competente din Statul de executare au hotărît să nu pornească urmărirea sau să înceteze urmărirea începută pentru aceleași fapte;

b) dacă faptele care stau la baza condamnării fac obiectul urmăririi în Statul de executare;

c) dacă condamnatul nu a achitat despăgubirile care-i revin. Totuși, sumele datorate cu titlu de despăgubiri, amenzi, cheltuieli de judecată și condamnări pecuniare de orice fel, pot fi executate în Statul de executare, în conformitate cu legislația acestuia;

d) dacă condamnatul are și cetățenia Statului de condamnare.

Calitatea de cetățean este apreciată în raport de data condamnării.

### Articolul 8

1. Condamnatul trebuie să-și dea consimțământul la transferare de bunăvoie și în deplină cunoștință de cauză în privința consecințelor juridice care decurg din aceasta. Dacă unul dintre cele două State consideră necesar, avînd în vedere vîrsta sau starea fizică ori psihică a condamnatului, consimțământul este dat de reprezentantul acestuia. Procedura urmată în acest sens este reglementată de dreptul din Statul de condamnare.

2. Statul de condamnare trebuie să-i permită Statului de executare, la cerere, să verifice, prin intermediul unui funcționar consular, dacă consimțământul la transferare a fost dat în condițiile prevăzute în paragraful anterior.

### Articolul 9

1. Pedeapsa pronunțată în Statul de condamnare este direct executorie în Statul de executare pentru partea care n-a fost executată în Statul de condamnare.

Totuși, autoritățile competente din Statul de executare decid, printr-o hotărîre judecătorească, asupra modalităților de punere în executare a hotărîrii pronunțate în Statul de condamnare.

2. Dacă pedeapsa dată de Statul de condamnare este, sub aspectul naturii și al duratei, mai gravă decît cea prevăzută de legea Statului de executare pentru aceleași fapte, acest de pe urmă Stat o înlocuiește cu o pedeapsă privativă de libertate care corespunde cel mai bine în legislația sa sau reduce pedeapsa pronunțată la



maximum legal aplicabil.

3. Pedeapsa înlocuită nu poate nici agrava, prin natură sau durată, pedeapsa privativă de libertate pronunțată de Statul de condamnare și nici să depășească maximum prevăzut de legea Statului de executare.

#### Articolul 10

Statul de executare informează Statul de condamnare, la cererea acestuia, asupra modului de executare a condamnării.

#### Articolul 11

Modalitățile de executare a pedepsei sînt reglementate de legea Statului de executare, singurul competent să ia orice decizii referitoare la aceasta.

#### Articolul 12

Numai Statul de condamnare are dreptul de a statua în privința oricărui recurs de revizuire introdus împotriva condamnării.

#### Articolul 13

1. Condamnații transferați beneficiază de amnistia și grațierea intervenite în vreunul dintre cele două State.

2. Statul de condamnare informează neîntârziat Statul de executare în legătură cu orice decizie sau măsură care conduce la încetarea, în întregime sau în parte, a executării pedepsei.

3. Autoritățile competente din Statul de executare pun capăt executării pedepsei de îndată ce li se aduce la cunoștință vreo decizie sau măsură care are ca efect înlăturarea caracterului executoriu al pedepsei.

#### Articolul 14

Nici un condamnat transferat în aplicarea prezentei Convenții nu mai poate fi urmărit, arestat sau deținut în Statul de executare pentru infracțiunea ce a atras pedeapsa pronunțată de către Statul de condamnare, care a dat loc transferării.

#### Articolul 15

Prezenta Convenție se va aplica la executarea condamnărilor pronunțate fie înainte fie după intrarea ei în vigoare.

### CAPITOLUL II

#### PROCEDURA

#### Articolul 16

Orice cerere de transferare se formulează în scris. Ea cuprinde datele de identificare a condamnatului, locul de detenție din Statul de condamnare și domiciliul (reședința) din Statul de executare. Aceasta este însoțită de o declarație constatatoare a consimțământului condamnatului sau al reprezentantului acestuia la transferare.

## Articolul 17

Statul de condamnare adresează Statului de executare o copie conformă a hotărîrii de condamnare. Aceasta atestă caracterul executoriu al hotărîrii și precizează, pe cît posibil, împrejurările infracțiunii, data și locul comiterii ei, precum și calificarea acesteia și dispozițiile legale aplicabile. Ea oferă toate informațiile necesare privind durata pedepsei rămasă de executat, durata detenției preventive executate și reducerile de pedeapsă acordate, precum și cele referitoare la personalitatea condamnatului și comportarea acestuia în Statul de condamnare înainte și după pronunțarea deciziei de condamnare.

Statul de executare aduce la cunoștința Statului de condamnare, înainte de acceptarea cererii de transferare, pedeapsa maximă prevăzută de propria legislație pentru aceleași fapte.

Dacă unul dintre cele două State consideră că informațiile furnizate de către celălalt Stat nu sînt suficiente ca să-i permită să aplice prezenta Convenție, acesta cere completarea lor.

## Articolul 18

Cererile de transferare se transmit direct între Ministerele de Justiție.

## Articolul 19

Actele și documentele transmise în aplicarea prezentei Convenții sînt scutite de formalitățile de legalizare; ele poartă semnătura și ștampila autorității competente.

Aceste documente vor fi însoțite de o traducere, fie în limba

Statului de executare, fie în limbile franceză sau engleză.

#### Articolul 20

Atunci cînd propunerea de transferare este aprobată, Ministerele de Justiție din ambele State sînt obligate să convină neîntîrziat asupra locului, datei și a modalităților de transferare a condamnatului.

#### Articolul 21

Cheltuielile de transferare revin Statului de executare, exceptînd totuși cheltuielile angajate exclusiv pe teritoriul celui alt Stat.

Statul căruia îi revin cheltuielile de transferare asigură escorta.

### CAPITOLUL III

#### DISPOZITII FINALE

#### Articolul 22

1. Fiecare dintre cele două State va notifica celui alt Stat îndeplinirea procedurilor impuse de propria legislație pentru intrarea în vigoare a prezentei Convenții. Schimbul notificărilor de constatare a îndeplinirii acestor proceduri se va face cît mai curînd posibil.

2. Prezenta Convenție va intra în vigoare după 30 (treizeci) de zile de la data schimbului instrumentelor de ratificare.

3. Prezenta Convenție se încheie pe o perioadă nelimitată.

Totuși, fiecare dintre cele două State va putea s-o denunțe în orice moment adresînd celuilalt, pe cale diplomatică, o notificare scrisă de denunțare; în acest caz, denunțarea va produce efecte la un an de la data primirii sus-menționatei notificări.

Drept pentru care, reprezentanții împuterniciți ai celor două State au semnat prezenta Convenție.

Făcută la Ankara, la 28 mai 1991, în două exemplare originale, în limbile română, turcă și franceză, toate cele trei texte avînd aceeași valoare. Deosebirile de interpretare se vor rezolva pe baza textului în limba franceză.

P E N T R U  
R O M A N I A



P E N T R U  
R E P U B L I C A T U R C I A



[ TEXT IN TURKISH – TEXTE EN TURC ]

ROMANYA VE  
TÜRKİYE CUMHURİYETİ  
ARASINDA  
HÜKÜMLÜLERİN TRANSFERİNE  
DAİR SÖZLEŞME

Romanya  
ve  
Türkiye Cumhuriyeti

Ceza alanında karşılıklı işbirliğini güçlendirmek ve topluma intibak etmelerinin kolaylaştırılması amacıyla hükümlülerin hürriyeti bağlayıcı cezalarının uyruğu oldukları ülkede infazına imkân sağlamak arzusuyla,

Aşağıdaki hükümler üzerinde anlaşmışlardır:

I. K I S I M

GENEL PRENSİPLER

MADDE 1

İşbu Sözleşme Hükümlerine göre:

a) "Hüküm Devleti" tabiri suçlunun mahkumiyetine karar verilen ve buradan transfer edildiği Devleti ifade eder;

b) "İnfaz Devleti" tabiri cezasının infazı amacıyla hükümlünün transfer edildiği Devleti ifade eder;

c) "Hükümlü" tabiri, iki Devletten birisinin veya diğerinin ülkesinde adli makamın bir kararıyla suçlu görülerek hakkında hürriyeti bağlayıcı bir cezanın infazı gereken ve hürriyeti kısıtlanan kişileri ifade eder.

MADDE 2

Her iki Akit Devlet, işbu Sözleşmede öngörülen şartlar dairesinde hükümlü kişilerin karşılıklı olarak transferini sağlamayı taahhüt ederler.

MADDE 3

Transfer talebi:

a) Hüküm Devleti;

b) İnfaz Devleti;

c) İki Devletten birisine bu amaçla başvuruda bulunmak suretiyle bizzat hükümlü,

Tarafından yapılabilecektir.

MADDE 4

İşbu Sözleşme aşağıdaki şartlarla uygulanacaktır:



a) Talebe konu teşkil eden suç her iki Devlet mevzuatınca da cezalandırılmayı müstelzim bulunmalıdır;

b) 1. maddenin (c) paragrafında öngörülen adli makamın kararı kesinleşmiş ve infaz edilebilir nitelikte olmalıdır;

c) Hükümlü transfer edileceği Devletin uyruğu bulunmalıdır.

d) Hükümlü transferine rıza göstermelidir;

e) Transfer talebinin yapıldığı anda hükümlünün infazı gereken asgari bir yıl bakiye hürriyeti bağlayıcı cezası bulunmalıdır. İstisnai hallerde her iki Devlet infazı gereken bakiye cezanın yukarıda öngörülen süreden daha az olması halinde de transfer konusunda mutabık kalabilirler.

#### MADDE 5

Hüküm Devleti diğer Devlete, bu Devletin uyruğundaki bir kişi hakkında işbu sözleşmenin uygulanması dolayısıyla transfere konu teşkil edebilecek nitelikte ittihaz olunan her mahkumiyet kararı ile ilgili olarak bilgi verecektir.

Hüküm Devletinin yetkili makamları, kesinleşen bir mahkumiyet kararına konu teşkil eden ve diğer Devletin uyruğunda bulunan her şahsa, hürriyeti bağlayıcı cezasının işbu Sözleşme hükümlerine göre uyruğu olduğu ülkede infazı için transferi konusunda kendisine tanınan imkân ile ilgili olarak bilgi verecektir.

Bir transfer talebi üzerine hükümlüye, her iki Devletten birisi tarafından alınan karar dolayısıyla yazılı olarak malûmat verilecektir.

#### MADDE 6

Hükümlünün transferi aşağıdaki hallerde reddolunacaktır:

a) Transfer her iki Devletten birisi tarafından, hükümran-

lıđına, güvenliđine, kamu dűzenine, hukuk dűzeninin temel prensiplerine veya diđer ۆz çıkarlarına halel verecek mahiyette gۆrűlmekte ise;

b) İnfaz Devleti yetkili makamlarınca, sۆzkonusu hűkűmlű hakkında aynı fiiller sebebiyle kesinleşmiş bir adli karar itti-haz olunmuş ise;

c) Hűkűmlű hakkında itti-haz olunan kararın, Hűkűm Devle-tinde, bu Devletin mevzuatına uygun olarak zamanaşımına konu teşkil etmesi sebebiyle veya diđer bir nedenle, sۆzkonusu mahku-miyetin infaz edilmesine engel mevcut bulunmakta ise;

d) Mahkumiyet kararı műnhasıran askeri bir suç dolayısıyla itti-haz olunmuş ise.

MADDE 7

Transfer aşıađıdaki hallerde reddedilebilecektir:

a) İnfaz Devletinin yetkili makamlarınca, aynı fiiller dolayısıyla takibat yapılmaması veya tevessűl olunan takibata son verilmesi kararlaştırılmışsa;

b) Mahkumiyet kararına konu olan fiiller sebebiyle İnfaz Devletinde takibat yapılmakta ise;

c) Hűkűmlű, ۆdemek zorunda olduđu tazminat tutarını tediye etmemiş ise. Bununla birlikte ۆdemek zorunda bulunduđu tazminat, her tűrlű para cezası ve mahkeme masrafları İnfaz Devletinde bu Devletin mevzuatına uygun olarak infaz edilecektir.

d) Hűkűmlű aynı zamanda Hűkűm Devletinin uyruđunda bulun-makta ise. Uyrukluk durumu mahkumiyet kararı tarihine gۆre de-đerlendirilecektir.

MADDE 8

1. Hűkűmlű transferine serbestçe ve transferin dođurabile-ceđi hukuki sonuçları tamamen műdrik olarak rıza gۆstermelidir. Hűkűmlűnűn yaşı, sađlık yahut akli durumu sebebiyle iki Devlet-

ten birisi gerekli gördüğü takdirde temsilcisinin mutabakatı alınacaktır. Bu konuda takip edilecek usul Hüküm Devletinin mevzuatına tabi olacaktır.

2. Hüküm Devleti, talebi üzerine, İnfaz Devletine, transfer konusundaki rızanın yukarıdaki paragrafta belirtilen şartlar dairesinde verildiği hususunun bir konsolosluk görevlisi tarafından tesbiti imkânını sağlayacaktır.

MADDE 9

1. Hüküm Devletinde hükmolunan ceza, infazı gereken bakiye süresi bakımından İnfaz Devletinde de aynen yerine getirilecektir.

Bununla birlikte, İnfaz Devletinin yetkili makamları, Hüküm Devletinde ittihaz olunan kararın infazı şartlarını adli bir kararla tesbit edeceklerdir.

2. Hüküm Devletinde verilen ceza, niteliği ve süresi yönünden aynı fiiller için İnfaz Devleti mevzuatında öngörülen cezadan daha ağır bulunduğu takdirde bu Devlet, kendi mevzuatında buna en ziyade tekabül eden hürriyeti bağlayıcı cezayı ikame edecek veya hükmolunan cezayı kanunen uygulanabilecek azami hadde indirecektir.

3. İkame olunan ceza, niteliği ve süresi bakımından Hüküm Devletinde hükmolunan hürriyeti bağlayıcı ceza süresinden daha ağır olamayacağı gibi İnfaz Devleti mevzuatında öngörülen azami haddi de geçemeyecektir.

MADDE 10

İnfaz Devleti, kendisinden talep olunması halinde Hüküm Devletine mahkumiyetle ilgili infaz işlemleri sonucundan bilgi verecektir.

MADDE 11

Cezanın infaz şartları ve usulü, bu konuda gerekli olan tüm kararları almakla yetkili bulunan İnfaz Devleti mevzuatına tabi olacaktır.

MADDE 12

Mahkumiyet hükmünün esasına taallük eden tüm başvurular üzerine karar verme yetkisi sadece Hüküm Devletine ait olacaktır.

MADDE 13

1. Transfer edilen hükümlüler her iki Devletin birisinde ilân olunan genel ve özel aftan yararlanacaklardır.

2. Hüküm Devleti, cezanın infazına tamamen veya kısmen son verecek nitelikteki tüm karar veya tedbirden İnfaz Devletine gecikmeksizin bilgi verecektir.

3. İnfaz Devletinin yetkili makamları, cezanın infaz edilebilir niteliğini kaldıran tüm karar veya tedbirden haberdar edildikleri anda cezanın infazına son vereceklerdir.

MADDE 14

İşbu Sözleşme uygulanarak transfer edilen hiçbir hükümlü, Hüküm Devletinde hükmolunan cezaya esas olan ve transfere konu teşkil eden suç dolayısıyla İnfaz Devletince yeniden takibata tabi tutulmayacak, tutuklanamayacak veya hürriyeti kısıtlanmayacaktır.

MADDE 15

İşbu Sözleşme yürürlüğe girmeden önce veya sonra ittihaz

olunan mahkumiyet kararlarına uygulanacaktır.

II. K I S I M

USUL HÜKÜMLERİ

MADDE 16

Bütün transfer talepleri yazılı olarak yapılacaktır. Talepte, hükümlünün kimliği, Hüküm Devletinde tutuklu bulunduğu mahal ve İnfaz Devletindeki ikamet yeri belirtilecektir. Hükümlünün veya temsilcisinin transfere rıza gösterdiğine dair beyanı da talep belgesine eklenecektir.

MADDE 17

Hüküm Devleti; mahkumiyet kararının onaylı örneğini İnfaz Devletine ileticektir; karara infaz edilebilir nitelikte bulunduğu dair meşruhat verecek ve imkân nispetinde suçun işleniş şeklini, zamanını ve işlendiği yeri ayrıca, hukuki tavsifini ve uygulanan kanun hükümlerini belirtecektir. Bakiye infazı gereken ceza süresi, tutuklulukta geçirilen süre ve cezadan yapılan indirimlerin süresi ile hükümlünün kişiliği ve mahkumiyet kararının verilmesinden önceki ve sonraki devrelerde Hüküm Devletindeki gidişatına ilişkin bütün bilgileri de sağlayacaktır.

İnfaz Devleti, transfer talebinin kabulünden önce aynı fiiller için mevzuatında öngörülen cezanın azami haddini Hüküm Devletine bildirecektir.

Her iki Devletten birisi, diğer Devlet tarafından kendisine iletilen bilgileri işbu Sözleşmenin uygulanması için yeterli görmediği takdirde, gerekli munzam bilgileri talep edecektir.

MADDE 18

Transfer talepleri Adalet Bakanlıkları arasında doğrudan teati olunacaktır.

MADDE 19

İşbu Sözleşmenin uygulanmasına taalluk eden evrak ve belgeler onay işleminden muaf olacak, yetkili makamın imza ve mühürünü ihtiva edecektir.

Sözkonusu belgeler İnfaz Devleti dilinde yahut fransızca veya ingilizce tercümelerini ihtiva edecektir.

MADDE 20

Transfer talebi kabul edildiği takdirde her iki Devletin Adalet Bakanlıkları zaman geçirmeksizin, hükümlünün transferinin yeri, tarihi ve şartları konusunda anlaşacaklardır.

MADDE 21

Münhasıran diğer Devlet arazisinde yapılan masraflar hariç olmak üzere, transfer masrafları İnfaz Devleti tarafından karşılanacaktır.

Masrafları karşılayan Devlet, muhafızları sağlayacaktır.

III. K I S I M

NİHAİ HÜKÜMLER

MADDE 22

1. İki Devletten herbiri, İşbu Sözleşmenin yürürlüğe girmesi için mevzuatında gerekli görülen usulün yerine getirildiğine dair

bildirimi yekdiğerine tevdi edecektir. Bu usul işlemlerinin yerine getirildiğıine dair bildirimler mümkün olacak en kısa süre içerisinde teati olunacaktır.

2. İşbu Sözleşme, onay belgelerinin teatisinden otuz gün sonra yürürlüğe girecektir.

3. İşbu Sözleşme süresiz olarak akdedilmiştir. Bununla birlikte iki Devletten herbiri, diğer Devlete diplomatik kanaldan yazılı olarak ihbarda bulunmak suretiyle Sözleşmeyi her zaman feshedebilir. Bu takdirde, fesih ihbarı, sözkonusu ihbarın alınmasından bir sene sonra hüküm ifade edecektir.

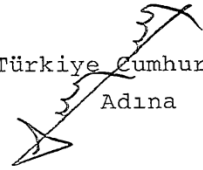
Her iki Devletin usulüne uygun bir şekilde yetki verilen temsilcileri işbu Sözleşmeyi imzalamışlardır.

İşbu Sözleşme da tarihinde Türkçe, Romence ve Fransızca dillerinde ve her üç metin de geçerli olmak üzere iki nüsha olarak tanzim edilmiştir. Yorumlama konusundaki farklılıklar fransızca metin esas alınmak suretiyle halledilecektir.

Romanya  
Adına



Türkiye Cumhuriyeti  
Adına



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN ROMANIA AND THE REPUBLIC OF TURKEY ON THE  
TRANSFER OF SENTENCED PERSONS

Romania and the Republic of Turkey, desiring to deepen their cooperation in criminal matters and to allow sentenced persons to serve their sentences of deprivation of liberty in the country of which they are nationals, in order to facilitate their reintegration into society, have agreed as follows:

CHAPTER I. GENERAL PRINCIPLES

*Article 1*

For the purposes of this Convention:

- (a) “Sentencing State” means the State in which the sentence was imposed on the person and from which he or she is transferred;
- (b) “Administering State” means the State to which the sentenced person is transferred in order to serve his or her sentence;
- (c) “Sentenced person” means a person who, having been found guilty by decision of a court in the territory of one of the States, is required to serve a sentence of deprivation of liberty and is in detention.

*Article 2*

The two Contracting States undertake to transfer to each other sentenced persons in accordance with the provisions of this Agreement.

*Article 3*

Transfer may be requested:

- (a) By the sentencing State;
- (b) By the administering State;
- (c) By sentenced persons themselves, who may submit such a request to either of the two States.

*Article 4*

This Agreement shall apply under the following conditions:

- (a) The offence giving rise to the request is punishable under the laws of both States;
- (b) The decision of a court referred to in article 1, paragraph (c), is final and binding;
- (c) The sentenced person is a national of the State to which he or she will be transferred;



- (d) The sentenced person consents to the transfer;
- (e) The sentenced person still has, at the time the transfer is requested, at least one year of a sentence of deprivation of liberty to serve. In exceptional cases, the two States may agree to a transfer even if the time remaining to be served is less than that specified above.

*Article 5*

The sentencing State shall inform the other State of any sentence imposed against a national of that State which could give rise to a transfer pursuant to this Agreement.

The competent authorities of the sentencing State shall inform any national of the other State who has received an irrevocable sentence that he or she may, under the conditions of this Agreement, be transferred to serve his or her sentence in the country of his or her nationality.

The sentenced person shall be informed in writing of any decision taken by either State on a request for transfer.

*Article 6. The transfer of a sentenced person shall be refused:*

- (a) If one of the States believes that the transfer would violate its sovereignty, its security, its public order, the basic principles of its legal system or any other of its vital interests;
- (b) If the competent authorities of the administering State have issued a final court decision against the sentenced person for the same offences;
- (c) If the decision issued against the sentenced person cannot be enforced in the administering State owing to the statute of limitations or to any other circumstances that, under the legal provisions of that State, prevent the enforcement of the sentence;
- (d) If the sentence was imposed for a purely military offence.

*Article 7*

The transfer of a sentenced person may be refused:

- (a) If the competent authorities of the administering State have decided not to initiate proceedings or to discontinue proceedings initiated in respect of the same offences;
- (b) If proceedings have been initiated in the administering State in respect of the offences that gave rise to the sentence;
- (c) If the sentenced person has not paid the damages for which he or she is liable. However, payments owed for damages, fines, court costs and financial penalties of any kind may be made in the administering State pursuant to its laws;
- (d) If the sentenced person is also a national of the sentencing State. Nationality shall be determined as of the date of the sentence.

*Article 8*

1. The sentenced person shall give his or her consent to the transfer of his or her own free will and with full knowledge of the legal consequences thereof. Where in view of the age of the sentenced person, or his or her physical or mental condition, one of the two States considers it necessary, consent shall be given by the sentenced person's legal representative. The procedure for giving consent shall be governed by the laws of the sentencing State.

2. The sentencing State shall afford to the administering State, upon its request, an opportunity to verify through a consul that the consent to the transfer was given in accordance with the conditions set out in the previous paragraph.

*Article 9*

1. The sentence imposed in the sentencing State shall be directly binding in the administering State for the time remaining to be served in the sentencing State.

However, the competent authorities of the administering State shall decide, through a court order, on the procedures for enforcing the sentence imposed in the sentencing State.

2. When the sentence imposed by the sentencing State is, by its nature or duration, more severe than the sentence provided for in the laws of the administering State in respect of the same offences, the latter State shall substitute the sentence imposed with the sentence of deprivation of liberty that corresponds most closely thereto under its laws or shall reduce the sentence imposed to the maximum prescribed by its laws.

3. The substituted sentence shall not aggravate, by its nature or duration, the sentence of deprivation of liberty imposed by the sentencing State, nor exceed the maximum prescribed by the laws of the administering State.

*Article 10*

The administering State shall provide information to the sentencing State, upon its request, concerning the enforcement of the sentence.

*Article 11*

The terms of enforcement of the sentence shall be governed by the laws of the administering State and that State alone shall be competent to take all decisions relating thereto.

*Article 12*

The sentencing State alone shall have the right to decide on any application for review of the sentence.

*Article 13*

1. Transferred sentenced persons shall be eligible for amnesty and pardon in either of the two States.

2. The sentencing State shall promptly inform the administering State of any decision or measure to terminate the enforcement of the sentence in whole or in part.

3. The competent authorities of the administering State shall terminate the enforcement of the sentence as soon as they are informed of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

*Article 14*

No sentenced person transferred pursuant to this Agreement shall be liable to further prosecution, arrest or detention in the administering State for the offence for which the sentence was imposed by the sentencing State and which gave rise to the transfer.

*Article 15*

This Agreement shall be applicable to the enforcement of sentences imposed either before or after its entry into force.

CHAPTER II. PROCEDURES

*Article 16*

All requests for transfer shall be made in writing. They shall include the identity of the sentenced person, his or her place of detention in the sentencing State and his or her place of residence in the administering State. They shall be accompanied by a statement of consent to the transfer from the sentenced person or his or her legal representative.

*Article 17*

The sentencing State shall send to the administering State a copy of the sentencing decision. It shall certify that the decision is binding and shall specify, as far as possible, the circumstances of the offence, the time and place of its commission, its classification and the applicable legal provisions. It shall provide all necessary information about the time remaining to be served, the time already served in pretrial detention and the sentence reductions already granted, and on the character of the sentenced person and his or her conduct in the sentencing State before and after the issuance of the sentencing decision.

The administering State shall, before accepting the request for transfer, inform the sentencing State of the maximum sentence prescribed by its laws for the same offences.

If either State considers that the information provided by the other State is not sufficient to enable it to apply this Agreement, it shall request the necessary additional information.

*Article 18*

Requests for transfer shall be transmitted directly between the Ministries of Justice.

*Article 19*

Exhibits and documents transmitted pursuant to this Agreement shall be exempt from any authentication requirements; they shall be signed and sealed by the competent authority.

Such documents shall be accompanied by a translation either into the language of the administering State or into the French or English languages.

*Article 20*

Once a request for transfer has been approved, the Ministries of Justice of both States shall promptly agree on the place and date of, and the procedures for, the transfer of the sentenced person.

*Article 21*

The costs of transfer shall be borne by the administering State, except costs incurred exclusively in the territory of the other State.

The State that covers the costs of transfer shall provide the escort.

CHAPTER III. FINAL PROVISIONS

*Article 22*

1. The States shall notify each other of the completion of the procedures required by their laws for the entry into force of this Agreement. Notifications of completion of such procedures shall be exchanged as soon as possible.

2. This Agreement shall enter into force 30 (thirty) days after the exchange of the instruments of ratification.

3. This Agreement is concluded for an indefinite period. However, either State may terminate it at any time by sending a written notification to the other State through the diplomatic channel; in such event, the termination shall take effect one year after the date of receipt of the notification.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two States, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Ankara on 28 May 1991 in two original copies, in the Romanian, Turkish and French languages, all three texts being equally authentic. In the event of differences in interpretation, the French text shall prevail.

For Romania:

[SIGNED]

For the Republic of Turkey:

[SIGNED]